

banquier le recevra sans cordialité. Vous le savez, monsieur l'Orateur, je le sais et le ministre aussi devrait le savoir.

Le ministre s'occupe des petites entreprises depuis assez longtemps pour savoir que le bill à l'étude ne vise qu'à camoufler une mesure inepte, qu'il s'agit d'un bill inutile qui n'accomplit pas grand-chose et qui sert seulement à créer l'impression que le gouvernement aide les petites entreprises. Le gouvernement souffre de «bureaucratite». C'est une vraie maladie. Le gouvernement adopte des mesures qui permettent d'établir des règlements. J'ai déjà parlé des règlements mentionnés à l'article 7, mais ce n'est pas tout, Les trois quarts du bill visent à établir des règlements.

Il est bien évident que le bill vise à employer des gens. Il permet au ministre d'employer plus de gens, il augmente le nombre de fonctionnaires, il donne du travail à plus de gens pour appliquer les règlements et il entraîne l'impression de nouvelles formules. C'est probablement une bonne chose pour l'industrie de l'impression. Si le ministre croyait vraiment dans l'utilité du bill, il s'arrangerait pour confier l'impression des nouvelles formules aux sociétés qui sont visées par la définition des petites entreprises.

Le bill ne fera pas grand-chose pour aider les petites entreprises. J'ai l'intention de l'appuyer, mais je ne vois vraiment pas pourquoi on nous l'a présenté comme un élément du programme instauré par un gouvernement qui prétend faire quelque chose pour aider les citoyens, qui prétend créer quelque chose, qui prétend produire quelque chose et qui prétend s'intéresser aux affaires du Canada. Après avoir fait passer le déficit national à 14 milliards de dollars et demandé l'autorisation d'emprunter 11.75 milliards de dollars sur les marchés de capitaux du Canada, ce qui entraînera une hausse des taux d'intérêt et compliquera la vie aux hommes d'affaires, le gouvernement nous jette de la poudre aux yeux et nous présente de la foutaise en affirmant qu'il améliore les modalités des prêts aux petites entreprises.

Le ministre sait que c'est ridicule et tous les gens du milieu le savent aussi. Le bill n'est que de la poudre aux yeux et il n'aura aucune utilité vu la situation de l'ensemble du monde des affaires au Canada. C'est tout à fait typique des bills que présente le gouvernement actuel. Il est malheureux que les députés de ce côté-ci de la Chambre doivent appuyer ou laisser passer une telle mesure simplement parce qu'elle pourrait être d'une certaine utilité. Je crois cependant que c'est ce que nous devons faire.

M. Bill Domm (Peterborough): Monsieur l'Orateur, peut-être que la chose la plus utile que l'on pourrait suggérer au gouvernement qui cherche par tous les moyens à aider la petite entreprise, ce serait d'essayer, par un truc qui n'apparaît pas dans la présente mesure, de se mettre à la place d'un petit commerçant. D'après moi, le bill C-17 ne cherche pas à résoudre les véritables problèmes des petites entreprises.

Quand je suis entré en politique fédérale, c'était en 1977, le premier ministre du Canada a déclaré qu'il allait juguler l'inflation. Cette année-là, il avait assuré le public canadien que l'inflation ne dépasserait pas 4 p. 100. Par la suite, il a dû s'excuser en jetant le blâme sur l'inflation importée de l'étranger. En 1978, il déclarait que l'inflation ne dépasserait pas 6 p. 100 au Canada. Le premier ministre a été loin de tenir ses promesses. Et ces promesses-là ressemblaient à celles que son parti a faites au cours de la dernière campagne électorale.

Prêts aux petites entreprises—Loi

Je suis certain que les entreprises en général attendaient du nouveau gouvernement entré en fonction il n'y a pas longtemps, quelques bonnes initiatives économiques qui aideraient la petite entreprise. Puisque j'exploite un petit commerce depuis 25 ans, je peux dire que la présente mesure législative n'offre absolument rien de neuf par rapport à ce qu'on a subi depuis dix ans, c'est-à-dire une indifférence totale à l'égard de la petite entreprise assaillie par l'inflation. Nous savons tous que nos vis-à-vis se sont moqués du «Diefenbuck», le dollar de 97c., et nous savons tous aussi que lorsqu'une mesure législative est présentée à la Chambre, mesure qui offre quelque chose de concret au petit commerçant, c'est-à-dire quelque chose qui lui en donne plus pour son argent, il doit aussi obtenir quelque chose de mieux de la part du gouvernement.

La mesure à l'étude, le bill C-17, ne contribuera en rien à régler la situation. Les difficultés qu'éprouve aujourd'hui l'entreprise canadienne sont liées à la fuite des capitaux. Personne ne veut investir dans les petites entreprises à cause du sort que leur fait le gouvernement. Ce dernier est censé montrer l'exemple en proposant des mesures à cet effet. En présentant ce projet de loi, le gouvernement revient à dire qu'il aimerait que les banques soient protégées contre les pertes qu'elles subissent à la suite de l'augmentation du nombre des faillites au Canada à l'heure actuelle. Dans ce cas, les banques accepteraient de prêter aux petites entreprises.

Ces dernières représentent un gros risque parce qu'elles n'obtiennent pas un plein rendement pour leur investissement. Et pourquoi cela? A cause de la dévaluation du dollar, du gaspillage gouvernemental et du taux élevé d'inflation lequel, selon les prévisions du premier ministre (M. Trudeau) en 1977, devait s'élever à 4 p. 100. Il a ensuite grimpé à 6, puis à 8 et enfin à 10 p. 100. Au premier ministre et au ministre d'État chargé de la petite entreprise, je pose la question: pourquoi le gouvernement n'est-il pas capable de présenter une mesure législative qui tente honnêtement d'aider les hommes d'affaires? Pourquoi font-ils tant de battage avec ce texte, pourquoi font-ils paraître des manchettes dans les journaux pour dire que la loi sur les prêts aux petites entreprises va passer, alors qu'en réalité c'est tout simplement le moyen donné aux banques de garantir 90 p. 100 de leur capital de risque à une industrie déjà en faillite, aux petites entreprises, à la création d'emploi et au chômage?

● (2140)

Aujourd'hui les petites entreprises fournissent au Canada plus de la moitié de l'emploi. Nous avons un taux de chômage exorbitant. Il approche le million si ce n'est plus, si les chiffres étaient exacts. Il dépassent en fait le million, parce qu'il ne tient pas compte de ceux qui n'ont plus droit à l'assurance chômage par la faute de la politique libérale.

Le gouvernement actuel est entièrement responsable de l'emprise tentaculaire de l'État sur l'économie. Avec ses bras qu'il lance dans toutes les directions, il va arracher aux petites entreprises leur dernière pièce de 10c. ou de 1c., jusqu'à ce que ce poule géant qu'est l'État ne puisse plus en tirer davantage. Il s'engraisse de sa voracité et sa première victime c'est le petit homme d'affaires.

Que ce serait bien si le gouvernement avait respecté certains engagements qu'il a pris envers les entreprises canadiennes! Jusqu'à quand ce vampire continuera-t-il d'aller sucer jusqu'à